

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

**passé selon la procédure adaptée en application de l'article R2123-1 du
Code de la Commande Publique**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

**OBJET : FOUILLES ARCHEOLOGIQUES PREVENTIVES
(parc d'excellence industrielle dédié à l'utilisation des ressources
géothermiques sur la commune de Hatten, 67690)**

**Date limite de réception des offres :
le mercredi 03 septembre 2025 – 12h**

Pouvoir adjudicateur :

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'OUTRE FORET

4 rue de l'école - 67250 HOHWILLER

Tél : 03 88 05 61 10

Représenté par Monsieur Paul HEINTZ, Président

Adresse du profil acheteur : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>

Comptable public assignataire des paiements : Service de Gestion Comptable de Haguenau
MAPA – ZI HATTEN fouille archéologique - RC

Article 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation de fouilles archéologiques, à la suite d'un diagnostic réalisé dans le cadre de l'opération d'aménagement d'un parc d'excellence sur le thème de l'énergie sur la commune de Hatten.

Les prestations attendues sont décrites dans l'arrêté préfectoral portant prescription de fouille archéologique préventive SRA n° 2025/A113 en date du 24 avril 2025 et de son cahier de charge dicté par la Préfecture de la Région Grand Est, Direction régionale des affaires culturelles.

Le marché est passé sous la forme d'un marché à procédure adaptée en application de l'article R 2123-1 du code de la commande publique.

Il est soumis au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

Article 2 : CONDITIONS DE CONSULTATION

Allotissement :

Le marché n'est pas alloti.

Forme et étendue du marché :

Le présent marché est mono-attributaire.

Durée du marché :

Le marché est conclu pour une durée de 24 mois.

Compte tenu des objectifs assignés à la fouille, et au regard de la nature des vestiges et des emprises à étudier, la durée de la phase de terrain, décapage inclus, ne pourra pas être inférieure à 90 jours ouvrés.

Le rapport final devra être remis au plus tard 24 mois après la date de signature du procès-verbal de fin de chantier.

Tranche.

Il peut y avoir des tranches conditionnelles (voir point 4.7 du cahier des charges scientifique).

Lieu d'exécution :

Commune de Hatten (67690), route de Seltz,

Section 16, parcelles n° 202, 200, 198, 196, 203, 201, 199, 197, 195, 145, 189, 139, 140, 192, 216, 206, 207, 212, 213, 5, 7, 32, 40, 4, 3, 2, 8, 9, 41, 31, 210.

Surface : 159 400 m²

L'emprise de la fouille est indiquée sur le plan annexé à l'arrêté préfectoral

Variantes

Les variantes ne sont pas admises dans le cadre du présent marché.

Article 3 : CONDITIONS DE PARTICIPATION

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- Le règlement de consultation
- L'acte d'engagement
- Le cahier des clauses administratives particulières
- Le cahier des charges scientifique
- L'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2025
- Le rapport de diagnostic préventif
- La décomposition du prix global et forfaitaire

Conditions d'obtention du dossier :

par téléchargement sur la plate-forme <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>

Article 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Motifs d'exclusion :

Conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique relative aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur, les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure. Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

Conditions de participation :

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché. **L'opérateur de fouille doit disposer d'un agrément pour les périodes des âges des métaux et de la période contemporaine, conformément au paragraphe 5 du cahier des charges scientifique.**

Comme indiqué dans l'article 2 de l'arrêté de prescription de fouille, si l'opérateur retenu pour cette fouille n'est pas l'INRAP, son agrément ou son habilitation devra couvrir les périodes des âges des métaux et de la période contemporaine.

Le ou la responsable scientifique devra être spécialiste de l'âge du fer et devra assurer la direction effective de l'opération. L'opérateur devra transmettre au SRA tous les éléments nécessaires à l'appréciation de l'expérience, des compétences et de la disponibilité du ou de la responsable scientifique (ex : CV, plan de charge prévisionnel, etc).

L'équipe scientifique comportera notamment mais pas exclusivement, des spécialistes des domaines suivants, dont le nom devra être indiqué dans le projet scientifique :

- Topographie
- Utilisation du détecteur à métaux
- Céramologie
- Archéozoologie
- Géoarchéologie
- Carpologie
- Anthracologie
- Palynologie

- Micromorphologie
- Anthropologie
- Analyse pétro-archéologique des céramiques
- Archéomagnétisme
- Etude du petit mobilier
- Etude du mobilier en verre
- Etude du mobilier métallique
- Etude du mobilier lithique

Le projet scientifique devra indiquer précisément le nombre de jours d'intervention lors des phases de terrain et/ou d'étude pour chacun des spécialistes indiqués ci-dessus. L'intervention d'autres spécialistes pourra être prévues dans le projet scientifique ou décidée selon la nature des vestiges mis au jour.

Chaque candidat devra fournir les pièces suivantes :

Dossier de candidature :

Pour justifier de la situation juridique (conformément à l'article R2143-3 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018) :

- Une lettre de candidature (DC 1)
- Une déclaration du candidat (DC 2)
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 sur l'interdiction de soumissionner et notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L5212-1 à L5212-11 du code du travail.
- Une attestation d'assurance responsabilité civile et professionnelle
- Références
Le candidat devra également faire état de ses propres expériences professionnelles sur des projets semblables ou similaires, réalisés au cours des cinq dernières années.
- L'agrément de fouille pour la période des âges des métaux et de la période contemporaine.

Dossier d'offre :

- L'acte d'engagement complété
- La décomposition du prix global et forfaitaire complétée
- Le projet scientifique d'intervention du candidat et les conditions de sa mise en œuvre, permettant au pouvoir adjudicateur d'apprécier l'offre en fonction des critères de sélection. Ce projet déterminera les modalités de la réalisation de l'opération archéologique prescrite, notamment les méthodes et techniques employées, les mesures de prévention des risques, les mesures de prévention en matière d'hygiène et de sécurité ainsi que les moyens humains

et matériels prévus. Il sera établi par l'opérateur sur la base du cahier des charges scientifique et contiendra les éléments énumérés dans l'arrêté du 03 juillet 2017, à savoir : Les éléments constitutifs de l'offre de fouille préventive mentionnée à l'article L523-9 du code du patrimoine, présentés pour chacune des tranches opérationnelles lorsqu'elles ont été prescrites par le Préfet de Région sont :

1. Le projet scientifique d'intervention, répondant au cahier des charges scientifique prévu à l'article R523-39 du code du patrimoine, détermine les modalités de réalisation de l'opération archéologique prescrite par l'Etat et, à ce titre, comporte :
 - a. L'exposé du contexte scientifique et d'intervention ;
 - b. Les méthodes et techniques utilisées ;
 - c. Les moyens humains et matériels prévus ;
 - d. La présentation des compétences et expériences de l'équipe scientifique au regard de l'opération ;
 - e. Les mesures de prévention des risques et les mesures de prévention en matière d'hygiène et de sécurité.

Les éléments mentionnés aux b, c, d et e sont détaillés pour les phases de préparation, d'intervention sur le terrain, d'étude et de rédaction du rapport.

2. Les conditions de mise en œuvre du projet scientifique d'intervention :
 - a. Les dates et durées prévisionnelles de réalisation de l'opération, détaillées pour les phases de préparation, d'intervention sur le terrain, d'étude et de rédaction du rapport ;
 - b. Le cas échéant, les conditions de mise à disposition et de mise en sécurité du terrain par l'aménageur nécessaires pour la réalisation de l'opération.
3. Le prix proposé présenté par poste de dépense et détaillé pour les phases de préparation, d'intervention sur le terrain, d'étude et de rédaction du rapport.
4. Dans le cas prévu au troisième alinéa de l'article L522-8, l'autorisation accordée au service archéologique territorial habilité pour réaliser une fouille en dehors de son territoire.

- Un planning : le projet scientifique devra indiquer précisément le nombre de jours d'intervention lors des phases de terrain et/ou d'étude pour chacun des spécialistes indiqués à l'article 4 « conditions de participation ».

Le candidat est autorisé à ajouter toute pièce qu'il jugera nécessaire pour compléter son offre.

Les offres sont valables 150 jours à compter de la date limite de réception des offres.

En ce qui concerne la signature du marché, seul l'acte d'engagement avec le titulaire doit être signé. L'obligation de dématérialisation effective depuis le 1^{er} octobre 2018 n'a pas rendu la signature électronique obligatoire. De même que l'offre peut être déposée sans que l'acte d'engagement ne soit signé. Les candidats sont par conséquent informés que l'offre du titulaire pourra être rematérialisée le cas échéant, notamment l'acte d'engagement pour être signé.

Article 5 : CRITERES D'ATTRIBUTION

L'offre économiquement la plus avantageuse, compte tenu des critères suivants et selon la pondération, sera retenue.

PRIX 60 %

VALEUR TECHNIQUE 30 % : pour apprécier le critère de la valeur technique, il sera tenu compte des renseignements donnés par le candidat dans le projet scientifique d'intervention :

- la méthodologie proposée,
- les moyens humains
- les moyens matériels.

DELAI D'EXECUTION 10 % : pour apprécier le critère du délai d'exécution, il sera tenu compte des dates et durées prévisionnelles de réalisation de l'opération, détaillées pour les phases de préparation, d'intervention sur le terrain, d'étude et de rédaction du rapport.

Article 6 : NEGOCIATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'une négociation. Cette négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre et sera menée avec un nombre limité de candidats (à priori les trois candidats les mieux classés à l'issue de l'analyse des offres). Elle pourra notamment porter sur les prix, l'organisation des prestations ou tout autre élément de l'offre sans remettre en cause les conditions initiales de la concurrence. Au cours de la négociation, les candidats peuvent être amenés à préciser, compléter ou modifier leurs offres, dans les strictes conditions d'égalité entre les candidats.

Toutefois, si les offres sont économiquement satisfaisantes, le pouvoir adjudicateur pourra attribuer le marché sur la base des offres initiales.

Article 7 : MODALITES DE REMISE DES OFFRES

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Les offres seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euro. Elles doivent parvenir avant la date limite de remise des offres indiquée sur la première page du présent document.

Depuis le 1^{er} octobre 2018, la dématérialisation est devenue la règle. Cela suppose donc que les offres doivent exclusivement être remises par voie dématérialisée sur la plate-forme « alsacemarchespublics.eu » qui est le profil acheteur du pouvoir adjudicateur.

Une copie de sauvegarde au format papier peut néanmoins être adressée par voie postale, ou remise en mains propres, à l'adresse suivante et avec les mentions indiquées ci-après :

Communauté de Communes de l'Outre Forêt

Monsieur le Président

4 rue de l'école – 67250 HOHWILLER

MARCHE PUBLIC

FOUILLES ARCHEOLOGIQUES PARC D'EXCELLENCE A HATTEN

COPIE DE SAUVEGARDE - NE PAS OUVRIR

Article 8 : MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

L'acheteur public se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier ainsi modifié. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 9 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les demandes de renseignements complémentaires doivent être faites par écrit au plus tard 10 jours calendaires avant la date de remise des offres, via le profil acheteur.